

# RÉFLEXIONS

ANTOINE PROST

*Ce n'est pas un film sur l'école, mais d'abord un film sur la société. Certains ont trouvé que Tavernier noircissait le tableau. Mais, dans notre société qui se ghettoïse à grande vitesse, les habitants des quartiers bourgeois ou petits-bourgeois ne soupçonnent pas qu'ailleurs, certains ont, en effet, trente francs le vingt du mois pour attendre le mois suivant, que d'autres, ou les mêmes, ont l'électricité coupée depuis longtemps et risquent l'expulsion, ou, pire encore, se voient retirer leurs enfants parce que les travailleurs sociaux les jugent "en danger"...*

**L**à réside la question majeure de notre époque : comment se fait-il que, dans un des trois pays les plus riches du monde, on trouve encore de telles poches de pauvreté ? Le revenu des Français a été multiplié par trois ou quatre depuis la guerre, et il y a près d'un million de RMIstes ; il y a toujours des enfants dont le seul vrai repas est celui qu'ils prennent à la cantine, et encore, si les subventions des collectivités locales permettent qu'il ne coûte que quelques francs ! Nous avons des dispositifs sophistiqués d'aide personnalisée au logement et il y a toujours des familles sans logement.

Le directeur d'école que Tavernier met en scène pose très directement la question de l'attitude des services publics face à la pauvreté : elle importe sans doute plus encore que leur action. Comment se comporter, face aux pauvres, aux exclus, est une question beaucoup plus profonde et fondamentale que de savoir quoi faire. L'intervention des services publics, en effet, animée des meilleures intentions, repose sur un rapport radicalement inégal : ils se réfèrent à une normalité à laquelle échappent par définition ceux à qui ils s'adressent. Les familles qu'ils veulent aider se sentent nécessairement en situation d'infériorité, dévalorisées, fautives du fait

même qu'une intervention se manifeste. Naturellement, comme le disent les enseignants, les parents ne viennent pas quand on les "convoque" ! Emmy Tedesco le notait déjà il y a vingt ans, et Claude Pair renouvelle le constat<sup>1</sup> : qui aurait envie de venir entendre des reproches sur son enfant, ou sur la manière dont il est élevé ? Comment les enseignants ne font-ils pas le rapprochement entre leurs "convocations" et d'autres, plus coercitives, mais qui impliquent aussi un pouvoir ? Les familles n'ont pas envie d'être jugées, et condamnées : leur vie est déjà trop dure sans cela. Il faut aux travailleurs sociaux beaucoup d'humilité et d'écoute pour se faire pardonner de vivre normalement et de prétendre aider les pauvres. Le héros du film a compris cela, et c'est dans cette dissonance majeure que s'enracine son conflit avec les travailleurs sociaux comme avec sa hiérarchie.

En même temps, et c'est le second problème illustré par le film, la bonne volonté ni la volonté tout court ne suffisent : les difficultés du quart monde sont parfois si béantes qu'elles deviennent insolubles. D'abord parce que leur solution dépend des gens eux-mêmes, et qu'il leur est parfois difficile de se battre pour échapper à ce qu'ils vivent comme une fatalité. Trop, c'est trop ! Ensuite, les difficultés prennent parfois une telle ampleur, elles s'accumulent tellement que les acteurs deviennent impuissants. L'une des meilleures scènes du film est le face à face violent du directeur et de son maire, un communiste pour qui il a voté. Enlevez les limitations que vous avez instituées aux subventions de cantine, dit au maire l'instituteur qui voit des enfants qui ne mangent plus. Comment voulez-vous que je fasse, répond le maire, je consacre déjà 40 % de mon budget à l'aide sociale et je ne peux plus trouver un sou... chacun des deux personnages est dans son rôle, chacun fait l'impossible, et pourtant il n'y a pas d'issue.

On le voit, ce film pose un problème politique majeur. Assurément, nous ne consacrons pas assez

de moyens au quart monde, aux familles en perte. Pour les enseignants, il n'y a jamais assez de moyens affectés à l'Éducation nationale. Mais le budget n'est pas indéfiniment extensible, et c'est une vraie question de savoir si les crédits supplémentaires affectés aux écoles ne seraient pas mieux employés à lutter contre la précarité et la misère.

Ce qui ne veut pas dire que ce film ne pose pas, aussi, des problèmes "pédagogiques". Il fait éclater, en tout cas, l'impossibilité pour les enseignants de se cantonner à une définition purement "pédagogique" de leur fonction. Non que l'instituteur renonce à éduquer et instruire ses élèves : il fait son métier et il le fait bien. Mais il ne peut le faire que parce qu'il noue avec les familles une relation d'accueil sans jugement, de disponibilité et d'écoute, parce qu'il construit patiemment, et non sans échecs, une confiance.

J'aimerais que cette leçon soit entendue par l'administration quand elle définit les normes de fonctionnement des écoles et qu'elle évalue les maîtres. J'aimerais qu'elle soit méditée par les IUFM. Ils consacrent beaucoup d'efforts à la réflexion sur les apprentissages, à la didactique. C'est une partie essentielle de la professionnalité enseignante qu'ils visent à construire. Mais des enseignants qui seraient d'excellents professionnels sans être aussi des militants, seraient de mauvais maîtres. La culture professionnelle sans culture militante conduit à l'échec. De bons pédagogues, ce sont aussi des hommes et des femmes qui se laissent toucher par la misère du monde et qui entreprennent, sinon de l'alléger, en tout cas de ne pas l'aggraver par leurs maladresses involontaires, voire inconscientes, ou simplement par leur incompréhension. Il ne suffit pas que l'école soit savante, il faut encore qu'elle soit humaine.

Antoine PROST  
Professeur d'histoire,  
Université de Paris I

---

1 Emmy Tedesco, *Des familles parlent de l'école*, Paris, Casterman, 1979 ; Claude Pair, *L'école devant la grande pauvreté, changer de regard sur le Quart Monde*, Paris, Hachette éducation, 1998.